

ENSEMBLE POUR LA RECONQUÊTE DE LA PROTECTION SOCIALE POUR UN GRAND SERVICE PUBLIC DE SANTÉ ET D'ACTION SOCIALE

JEUDI 29 MARS 2012 TOUS EN GRÈVE ET MANIFESTATION

**Rassemblement à 11h00 au Sénat
et Manifestation à 12h00 du Sénat jusqu'au Ministère**

Garantir un haut niveau de protection sociale, d'accès aux soins et de prise en charge éducative qui répondent aux enjeux du XXI^{ème} siècle, c'est possible et c'est l'ambition de la CGT.

Actuellement notre Pays est malade ! Non pas d'une épidémie passagère, mais d'une pathologie dangereuse et persistante : la recherche constante par le patronat et le capital du profit maximum ! Pour ce faire, ils s'en prennent avec force à ce qui fait le pilier de notre société : Notre système de protection sociale et de santé !

Or notre protection sociale et notre santé sont une chance pour notre pays et non pas un danger. Jamais elles n'avaient subi d'attaques aussi puissantes que ces 5 dernières années :

- **Dans la Sécurité Sociale**, toutes les branches sont touchées par des fusions, restructurations, abandon de pans entiers d'activités, suppressions massives d'emplois. La Sécurité sociale survit au rythme des COG (Contrats d'Objectif et de Gestion) qui conduisent globalement à une dégradation des conditions de travail et du service rendu aux assurés sociaux.
- **À Pôle emploi** où la fusion ASSEDIC/ANPE a conduit à une situation désastreuse pour les demandeurs d'emplois et les personnels.
- **À la Mutualité** où les plans sociaux se multiplient notamment par la fermeture de centres de santé.
- **Dans les Missions Locales** où les conditions d'accueil des jeunes se dégradent de plus en plus.
- **Dans la MSA et dans le RSI** où les mêmes causes qu'à la Sécurité sociale produisent les mêmes effets allant jusqu'à mettre en péril l'existence même de ces régimes.
- **Dans les groupes de protection sociale** (Caisses de retraite) où la situation se dégrade tant pour les personnels que pour les ayants-droit au rythme des fusions et des regroupements d'institutions.
- **Dans l'Aide à Domicile** où la nouvelle convention collective précarise encore plus les salariés et met en cause la conception même de leur intervention auprès des assurés sociaux. Pas une activité n'est épargnée.
- **Dans la Santé et dans l'Action sociale** encore plus fortement malmenée avec la loi HPST et ses conséquences directes sur l'élaboration par les ARS, des Plans Stratégiques Régionaux de Santé, qui ne laissent aucun doute sur « l'intention » gouvernementale de poursuivre sa politique de casse et de démantèlement.
- **Dans le privé lucratif**, les activités les plus rentables sont monopolisées, les coûts salariaux réduits, pour dégager toujours plus de profits pour les actionnaires.
- **Dans le médico-social** la même stratégie est à l'œuvre avec un mécanisme de fusions/absorptions des associations.



Dans le même temps les garanties collectives sont remises en cause, notamment par la dénonciation des conventions collectives et les attaques du statut de la fonction publique hospitalière.

Malgré des diagnostics régionaux qui démontrent des carences et des inégalités criantes voire alarmantes pour la population, peu ou pas d'objectifs sont affichés pour reprendre en mains une démarche de développement de la santé pour tous.

Pire, les Projets Stratégiques Régionaux de Santé (PSRS) confirment et accentuent le passage au privé lucratif de pans entiers d'activités au détriment de la santé publique. L'hôpital public, et notamment les Hôpitaux de l'Assistance Publique font l'objet d'attaques violentes au point de remettre en cause les maillages territoriaux d'accès aux soins, avec la fermeture de nombreux services.

Les déserts médicaux se font de plus en plus nombreux avec comme corollaire la mise à l'écart des populations souvent les plus fragilisées. Dans ce contexte on voit bien qu'une prise en charge de la santé à deux vitesses- celle des riches, celle de pauvres - s'accroît dangereusement.

Et ce n'est pas fini !

La poursuite de la suppression d'effectifs dans nos secteurs d'activités, et notamment le non remplacement d'un salarié sur deux, si nous ne la stoppons pas va amplifier la déstructuration, l'aggravation des conditions d'accès aux soins et la casse de la santé et de la protection sociale.

De même, l'augmentation de la TVA, en lieu et place de la mise en place d'une TVA dite « sociale » aura les mêmes conséquences – décharger les employeurs et transférer sur l'ensemble de la population une partie du financement de la protection sociale. Pourtant abaisser les cotisations sociales n'a jamais créé d'emploi, ni augmenté les salaires.

C'est d'une autre politique dont nous avons besoin, d'autres choix de société !

D'autres choix sont possibles

- ◆ **le droit à la santé pour tous,**
- ◆ **le droit à l'autonomie,**
- ◆ **le droit à la maternité, à l'éducation des jeunes enfants, au logement,**
- ◆ **le droit de vivre sa vieillesse dignement,**
- ◆ **le droit à l'emploi,**
- ◆ **le droit à une action sanitaire et sociale, à la protection des plus faibles et des plus démunis.**

- **Augmentation des salaires, des retraites et des minima sociaux,**
- **Suppression des exonérations des cotisations sociales et patronales,**
- **Arrêt de tous les licenciements, des suppressions d'emplois,**
- **Réforme de la fiscalité,**
- **Taxation des revenus financiers et développement d'une politique favorisant les investissements créateurs d'emploi.**

Développer la protection sociale et son financement

« Chacun doit payer selon ses moyens et recevoir selon ses besoins »

La reconquête de la Protection sociale est un enjeu majeur !

Le 29 mars,

salariés de la santé et de la protection ENSEMBLE et partout pour gagner la reconquête de la protection sociale

Pour l'Ile-de-France,

RASSEMBLEMENT, à 11h00 devant le Sénat

15, rue de vaugirard Paris 75006 (métro luxembourg)

MANIFESTATION, à 12h00

du Sénat au Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Santé.